

L'immigration des femmes colombiennes en France : pour quelle mobilité ?

Anne Gincel, docteure en sociologie, rattachée au LAJP de Paris 1.
agincel@free.fr,

Dans cette communication, nous nous proposerons de présenter une nouvelle figure de la féminisation des mobilités en France, à travers le cas particulier et pour l'instant encore inconnu (puisque'il n'existait jusque-là aucun travaux sur l'immigration des Colombiens en France) de l'immigration des femmes colombiennes dans ce pays.

Il s'agit en effet d'un phénomène ayant pris une certaine ampleur depuis la fin des années 1990, où la Colombie a connu une croissance exponentielle de l'émigration de ses ressortissants, mais dont la caractéristique est de concerner une partie plus importante de femmes que d'hommes (environ 6 femmes pour 4 hommes). De plus, les mouvements migratoires se sont dirigés en grande partie non plus principalement vers les pays du continent américain, mais aussi, et c'est nouveau, vers l'Europe. Alors que l'entrée sur le continent européen se faisait principalement par l'Espagne, qui ne demandait pas de visa jusque il y a peu, l'existence de réseaux sociaux en France a entraîné une importante multiplication de cette immigration, qui pourrait atteindre au moins 60.000 individus aujourd'hui, en en faisant ainsi le premier groupe de latino-américains, dont 70 à 80% sont en situation illégale sur le sol français.

L'entrée des femmes colombiennes dans la topographie sociale française se fait principalement, sinon exclusivement, par l'accès au marché du travail domestique. En France comme ailleurs, la généralisation du travail des femmes du pays d'accueil favorise une forte demande dans ce secteur, ce qui aura aussi pour conséquence de permettre une sorte de nomadisme professionnel des colombiennes, n'hésitant parfois pas à choisir et à changer d'employeur lorsque celui-ci n'est pas « conforme » à certaines de leurs exigences.

Pourtant, si on constate une certaine mobilité des Colombiennes au sein du secteur de l'emploi domestique, cette mobilité semble ne pas toujours entraîner de recherche de mobilité sociale en dehors de cette activité. Cet élément, lié aussi, bien entendu, à la situation administrative de séjour, est, d'après nous, à mettre en relation avec la définition du projet migratoire de ces femmes.

Mots clés : Colombiennes – activité domestique – nomadisme professionnel – stratégies individuelles – mobilité sociale

Dans cette communication, nous nous proposerons de présenter une nouvelle figure de la féminisation des mobilités en France, à travers le cas particulier et pour l'instant encore inconnu (puisque'il n'existait jusque-là aucun travaux sur l'immigration des Colombiens en France) de l'immigration des femmes colombiennes dans ce pays.

Précisons dès maintenant que nous parlerons ici de ces femmes les plus invisibles de cette immigration, celles que l'on a le moins l'habitude de voir et de se représenter sur le territoire français, celles que l'on appelle en général les « immigrantes économiques », pour les différencier des artistes, des étudiantes ou des politiques. Plutôt que cette dénomination assez commune, souvent utilisée de façon négative pour différencier les « bons » des « mauvais » immigrés, nous préférons d'ailleurs désigner cette population par une description relativement vaste mais beaucoup moins péjorative, celle de « immigrantes à la recherche d'un mieux-être ». Si l'on retrouve aussi, parmi la population que nous avons étudiée, des représentants des trois autres catégories évoquées - les catégories officielles utilisées ne pouvant plus autant couvrir les situations rencontrées - nous avons cependant en général choisi de ne pas trop nous focaliser dessus, car il s'agit de phénomènes sociaux différents de celui qui nous a intéressée dans ce travail, puisque cela relèverait de problématiques liées à la question de la culture (dans le sens de ce que Bourdieu appelle la « culture dominante »), de l'éducation, de l'exil, etc.

Les femmes que nous allons vous présenter se retrouvent, dans leur très grande majorité, dans des activités professionnelles de type travail domestique, que ça soit dans l'entretien de logements chez des particuliers, pour des entreprises de nettoyage, ou encore la garde d'enfants ou de personnes âgées. D'autre part, il semblerait qu'elles vivent bien plus à Paris et en région parisienne que dans d'autres parties du pays, en raison d'une demande de travail plus importante dans la capitale qu'ailleurs, mais aussi, et surtout selon nous, parce que leur présence et leur activité est principalement liée à l'existence de réseaux sociaux colombiens sur place, or ceux-ci sont principalement localisés à Paris.

Un contexte :

Pour pouvoir parler de cette immigration, il est important de commencer par présenter le contexte dans lequel elle se situe. Il s'agit en effet d'un phénomène ayant pris une certaine ampleur depuis la fin des années 1990, date à partir de laquelle la Colombie a connu une croissance exponentielle de l'émigration de ses ressortissants, en grande partie en raison de l'accentuation d'une crise économique durable affectant jusqu'aux classes moyennes, et dont la caractéristique est

de concerner une partie plus importante de femmes que d'hommes (environ 6 femmes pour 4 hommes). S'il y a une proportion plus importante de femmes que d'hommes, les deux sexes sont cependant relativement bien représentés, contrairement à ce que l'on peut voir pour d'autres groupes d'immigration, comme par exemple celui des philippines (MOZERE, 2004) ou de certains groupes africains (QUIMINAL, 1991). De plus, les mouvements migratoires se sont dirigés en grande partie non plus principalement vers les pays du continent américain, mais aussi, et c'est nouveau, vers l'Europe. Les restrictions de plus en plus importantes, et les sommes mises en jeu pour pouvoir pénétrer le sol des Etats Unis, ont en effet poussé de nombreux candidats à l'émigration à tenter leur chance ailleurs, entre autre vers l'ancien continent. L'entrée sur le continent européen se faisait alors principalement par l'Espagne, qui ne demandait pas de visa jusqu'en 2002. Le nombre exact de latino-américains ayant atterri sur le territoire européen au cours des dix dernières années est inconnu. 550 000 seraient entrés en Espagne en tant que touristes en 2002, mais seulement 86 000 en seraient repartis. Il est cependant impossible de savoir combien restent en Espagne et combien partent pour un autre pays de l'Union. En ce qui concerne la France, l'existence de réseaux sociaux sur place a cependant entraîné une importante multiplication de cette immigration : si au recensement de la population de 1982 on comptait 1852 individus colombiens, en 1990 on en recensait 3761 et au recensement de 1999¹ 10.983. On connaît bien évidemment les limites de ces recensements, qui sont encore plus importantes pour la population étudiée où un nombre extrêmement important est en fait sans papiers². Si on ne sait pas, bien évidemment, combien il y a exactement de Colombiens ici (c'est toute la difficulté de produire des projections quand une population ne se prête pas au dénombrement en raison de sa situation administrative), il nous a été fait mention d'une projection à partir du nombre de demandes de régularisations sur les bureaux des services préfectoraux, qu'il faudrait ensuite multiplier par 20 : puisqu'il y avait à ce moment (c'était il y a deux ans) 5000 demandes, la personne tablait sur.... 100.000 Colombiens en France. Bien entendu, ce chiffre est exagéré, mais nous pensons qu'on peut facilement s'arrêter sur celui d'au moins 60.000 individus, dont 70 à 80% ne sont pas en situation régulière. En effet, si le dernier recensement s'arrête à 1999, la situation économique s'est fortement détériorée depuis cinq ou six ans en Colombie, et beaucoup ont profité de la possibilité offerte jusque il y a peu de passer sans trop de difficulté en Europe (Les Etats-Unis, plus « courus » jusque là, devenant extrêmement difficiles d'accès, et le Venezuela, deuxième sinon premier espace d'immigration pendant longtemps, connaît lui-même actuellement des phénomènes d'émigration de sa population).

¹ Voir le recensement de la population de 1999 par l'INSEE, qui revient sur les chiffres des précédents recensements.

² Nous reprenons ici le terme « *indocumentados* », c'est-à-dire « sans documents », que les acteurs utilisent le plus souvent pour décrire leur situation administrative, et qui correspond à l'expression « sans papiers ».

La Colombie est le premier pays d'émigration d'Amérique latine, et cette mobilité remonte au 19^{ème} siècle. Il s'agissait cependant principalement de migrations vers les pays frontaliers, dont en particulier le Panama. Vers les années 1940, l'émigration colombienne vers le Venezuela s'est accélérée et a commencé à se diriger aussi vers les Etats-Unis. Ainsi au début des années 1980, il y avait plus d'un million de travailleurs colombiens émigrés au Venezuela, certaines estimations allant jusqu'à deux millions et demi. L'Equateur abritait lui aussi un demi-million de Colombiens. La Colombie était l'un des cinq premiers pays du continent pour l'importance de l'émigration vers les États-Unis. Mais une grande partie de cette migration internationale de main d'œuvre étant clandestine, il n'y a pas de données précises sur son ampleur.

En ce qui concerne le Venezuela, depuis l'indépendance, l'échange de population entre le Venezuela et la Colombie s'est couramment effectué dans la région frontalière des deux pays. Au cours des dernières décennies du 19^{ème} siècle, l'extension de la culture du café dans la région frontalière andine a provoqué des mouvements de population colombienne vers le Venezuela. Et jusqu'à la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale, où un nombre considérable d'immigrants européens est arrivé, les Colombiens ont été les ressortissants les plus nombreux dans le pays. Au cours des années 60 l'immigration européenne cesse (à part les Portugais), alors que les Colombiens voient leur nombre s'accroître. C'est d'ailleurs au cours de cette décennie que le nombre de personnes en situation irrégulière ou clandestine devient impressionnant (PELLEGRINO, 1989). Avec la transformation progressive de l'agriculture et de l'élevage en entreprises agro-industrielles, et par conséquent l'accroissement des unités de production agricole à superficie plus importante, le Venezuela assiste, au cours des années 60, à un exode rural (la population urbaine est passée de 31.3% en 1941 à 79.2% en 1981), provoquant ainsi un manque de main-d'œuvre dans le secteur rural, plus particulièrement au moment des récoltes, que les Colombiens viendront combler dans un premier temps. De plus, la Colombie a connu un processus de développement industriel antérieur à celui du Venezuela (le processus de l'industrialisation de substitution aux importations a débuté au cours des années 30), ce qui signifie qu'elle dispose d'une main-d'œuvre formée dans l'industrie de transformation. D'autre part, une étape de développement des exportations des produits manufacturés a débuté en Colombie en 1967, qui a eu comme conséquence un accroissement du PIB industriel de l'ordre de 6.5% annuel jusqu'en 1970, et qui s'est accompagné d'une augmentation importante de la capacité d'absorption des emplois pour les mêmes années. Toutefois, la nécessité d'adapter ce processus aux conditions du marché international a impliqué une réduction considérable du salaire réel : en 1975 celui-ci a diminué de 25.6% par rapport aux niveaux de 1970. Pendant les années 70, l'émigration de techniciens et d'ouvriers spécialisés vers le Venezuela est directement liée au niveau des salaires versés par l'industrie vénézuélienne.

Différents travaux ont ainsi montré que le Venezuela a incontestablement été le principal pôle d'attraction de la main d'œuvre colombienne partie chercher de meilleures conditions de travail à l'étranger, phénomène qui concerne aussi bien des régions rurales à économie essentiellement agricole que les grandes villes et les villes moyennes (MURILLO CASTAÑO, 1984). Sur une échelle plus réduite mais également significative, l'Equateur constitue, lui aussi, un pôle d'attraction, mais essentiellement pour les régions du sud-ouest du pays. L'émigration vers les États-Unis est par contre plus sélective, elle concerne plus les moyennes et grandes villes, mais aussi les régions rurales vouées à la culture du café (Armenia, Pereira) ou les centres industriels de Bogotá, Medellin, Cali et Barranquilla.

Les courants migratoires les plus importants sont donc ceux qui aboutissent dans les pays limitrophes comme le Venezuela et l'Equateur, mouvements qui ont pris de l'importance vers le milieu des années 1970 et jusqu'au début de 1983, où la crise pétrolière obligera ces pays à freiner l'immigration. Les flux migratoires, évidemment plus réduits, à destination de pays plus éloignés, empruntent essentiellement les routes aériennes ou maritimes classiques – les points de départ et d'arrivée étant fonction du moyen de transport (autobus ou avion) que les émigrants peuvent se payer – ou les filières de l'immigration clandestine.

Au début des années 70, lorsque l'émigration n'était pas encore un phénomène de masse, elle était principalement le fait soit de membres de professions libérales et de techniciens, soit de travailleurs ruraux frontaliers. Les premiers étaient munis de contrats de travail et bénéficiaient du prestige dont jouissait la formation assurée en Colombie aux membres de ces professions (médecins, dentistes, ingénieurs, personnel infirmier, techniciens spécialisés en mécanique industrielle et automobile, etc.), alors que les seconds, mieux informés que leurs compatriotes, de par leur situation de frontaliers, de la hausse du *bolivar*, puis du *sucre* par rapport au *peso*, entamèrent un cycle de migrations saisonnières importantes et, bien entendu, illégales, liées pour l'essentiel à la récolte de la canne à sucre dans l'État de Zulia au Venezuela et du café dans les pays andins. Vers le milieu des années 70, l'importance du flux migratoire de techniciens et de membres des professions libérales bénéficiant d'un contrat en règle, était devenu négligeable alors que le nombre des émigrés appartenant à des catégories sociales et professionnelles inférieures ne cessait de croître. Ainsi, une étude du Bureau national de planification montre qu'en moyenne 50.413 colombiens auraient émigré au Venezuela entre 1973 et 1978, et que, avec l'accroissement spectaculaire de l'immigration clandestine pendant cette même période, on a calculé dans cette même étude que pour chaque Colombien qui pénétrait légalement au Venezuela, il y avait eu deux immigrants clandestins.

A la fin des années 70, la migration internationale de la main d'œuvre colombienne constituait un phénomène de masse, dont les principaux protagonistes se recrutaient essentiellement dans la

partie masculine de la population (fils aînés célibataires ou hommes mariés sans enfant) et les jeunes générations (entre 15 et 30 ans), venant de diverses régions de Colombie (tant rurales qu'urbaines) et ayant reçu une certaine éducation scolaire. La plupart d'entre eux avaient déjà exercé des emplois sans qualification et auraient pu trouver du travail sur place, mais un travail sous-payé qui, dans le meilleur des cas, permettait tout juste de ne plus les considérer comme chômeurs. Certains d'entre eux émigraient au Venezuela pour la deuxième fois dans l'espoir d'y retrouver le même travail après avoir complété leurs études

En ce qui concerne l'insertion de la main d'œuvre colombienne dans les pays d'accueil voisins, elle varie selon qu'elle s'effectue en milieu rural ou en milieu urbain. Dans le premier cas, il semblerait que la plupart des travailleurs trouvent un emploi qui correspond à leur expérience professionnelle antérieure (essentiellement la culture du sucre, du café et l'élevage du bétail au Venezuela, et les travaux de colonisation et de défrichement en Equateur). L'insertion en milieu urbain est un phénomène plus complexe, puisque ne trouvant pas immédiatement un emploi correspondant à leur savoir-faire, ils sont souvent obligés d'accepter un travail qui ne correspond ni à leur attente ni à leur formation. C'est ce même cas de figure qui se retrouve dans les pays d'émigration plus lointaine. Les immigrants exerçant une profession bien rémunérée n'ont aucun problème d'insertion, dans la mesure où le fait de posséder des papiers en règle, un contrat de travail et un niveau socioculturel élevé, leur permet de réduire au minimum les problèmes d'une installation d'ailleurs envisagée la plupart du temps comme définitive.

Pour ce qui est des Etats-Unis, les études ont montré que la Colombie est l'un des vingt premiers pays source d'immigration. En 1964 et 1965, plus de 10.000 Colombiens ont été admis légalement chaque année, le plus grand nombre jamais atteint. Certaines estimations, qu'il faut bien entendu lire avec circonspection, parlaient au milieu des années 70 de 250.000 Colombiens à New York, légaux et illégaux confondus. Sans prendre en compte les immigrés illégaux et en se basant sur certaines études, il y aurait eu à la fin des années 1990 quelques 86.000 Colombiens à New York et 50.000 au New Jersey. Officieusement, on parlerait en fait de près de deux millions de Colombiens qui vivraient aujourd'hui aux Etats-Unis (HOFMANN, ESCALA, 1999).

Depuis les années 1960, les deux principaux lieux de provenance des Colombiens résidant aux Etats-Unis sont les régions de Cali et celle de Pereira, zone située au nord du département du Valle, dont Cali est la capitale (GUARNIZO, DIAZ, 1999). On trouve aussi, par exemple, un groupe que l'on connaît aussi en France, à savoir les habitants de Santuario. Contrairement au Venezuela, on retrouve, parmi cette diaspora colombienne, plus des artisans, des petits commerçants et des ouvriers spécialisés, en quelque sorte une petite bourgeoisie qui butait en Colombie sur l'archaïsme des structures sociales et qui sont partis chercher au Nord la chance que leur société bloquée leur refusait.

En ce qui concerne d'autres destinations de l'émigration colombienne, la question des migrations internationales étant en général le fait des interrogations des pays d'accueil, et malheureusement peu celui des pays de départ, il nous a été très difficile de réunir beaucoup de documentation sur cette thématique, en dehors des pays où la présence des Colombiens a pu poser question. Et pourtant, il semblerait que celle-ci se retrouve dans des régions aussi variées du globe qu'au Japon, au Moyen Orient, en Europe, etc. La communauté colombienne la plus ancienne en Europe semble être celle de Londres, en raison de relations historiques entre les deux pays. On y retrouverait près d'un cinquième des colombiens vivant en Europe. Dans les années 70 et au début des années 80, des faux touristes utilisaient la France comme lieu de transit pour se rendre en Angleterre, ce qui leur permettait, en cas d'échec de leur passage en Angleterre, de se retrouver de nouveau à Paris plutôt qu'à Bogotá. Ces refoulements constants du Royaume-Uni sont une des origines de l'accroissement de l'immigration colombienne à Paris. On trouve pareillement des Colombiens, mais semble-t-il en nombre plus restreint, aussi bien en Belgique, qu'en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Suisse, en Hollande, etc.

Toutes les études faites sur l'immigration colombienne donnent comme lieux principaux de provenance de ces immigrés le département du Valle du Cauca, la zone caféière et Bogotá. Ce sont des lieux qui ont été particulièrement touchés par la crise économique que connaît la Colombie. La ville de Cali, par exemple, a vu le nombre de chômeurs passer entre 1995 et 1997 de 95.000 à 165.000, augmentation tout autant due aux effets de réformes néo-libérales (ouverture totale de l'économie aux marchés et capitaux internationaux, privatisation des entreprises publiques, coupes effectuées dans les dépenses de l'État et élimination de programmes d'aides sociales de l'État) qu'aux mesures prises contre les trafiquants de drogue. Ces mesures prises sous la pression de plus en plus forte des Etats-Unis, entraînent un très fort ralentissement des affaires en liaisons avec l'économie de la drogue, et de la vie économique de la ville dans son ensemble. De même, dans les régions de production de café, où on connaissait depuis une vingtaine d'années des difficultés liées à la surproduction de café et à la chute des prix sur les marchés internationaux, rendant cette activité moins attractive qu'avant, les réformes néo-libérales ont augmenté les difficultés que connaissait déjà la région.

On peut même circonscrire encore plus cette provenance dans le cas français, puisque au moins les deux tiers des Colombiens que l'on trouve en France, et particulièrement à Paris, viennent de deux sources principales. La première est Santuario, village du Risaralda d'environ 15.000 habitants selon les derniers recensements locaux³. Ce charmant petit village, situé au sommet d'une de ces basses montagnes de la région de café, tout en rues escarpées plus ou moins étroites dans

lesquelles se côtoient continuellement de magnifiques maisons refaites à neuf, soit en style « moderne » soit en style colonial, mais aussi des baraquements beaucoup plus simples faits de planches ou de briques laissées à nue, connaît une émigration très forte depuis déjà des années. Cette émigration n'est pas seulement dirigée vers la France, comme le montre le livre *El hueco* du journaliste colombien Germán Castro Caycedo (CASTRO CAYCEDO, 1989), qui décrit les tentatives d'immigration aux États-Unis de beaucoup de ces Santuareños par ce qu'ils appellent « le trou ». Alors que la situation économique y est plutôt difficile, on constate une certaine opulence par endroits, qui est largement due aux envois de capitaux par les personnes vivant à l'étranger.

La deuxième source la plus importante de provenance des Colombiens en France est la petite ville de Cartago, ville coloniale d'environ 80.000 habitants, située, elle aussi, dans la zone de café, près de Pereira, et qui connaît, de même que Santuario, une situation de grande violence – soit de lutte entre guérillas et paramilitaires, soit même des relations sociales entre individus et entre groupes qui peuvent dégénérer très rapidement en affrontements armés. Cette « colonie » est une colonie qui existe depuis plus de vingt ans, puisqu'il semblerait qu'on ait fait venir, vers la fin des années 1970, des vols entiers de travailleurs venant de Cartago, où une agence de voyage s'était même spécialisée, sur place, dans des vols charters pour la France pour faire venir de la main d'œuvre. Les premiers arrivants ont fait venir des personnes de leurs familles, et il y a parfois des familles entières de Cartagueños arrivés depuis cette époque. Sachant que dans cette région le modèle familial a comme caractéristique, entre autres, d'avoir une nombreuse descendance, il est tout à fait commun de rencontrer des fratries de huit, dix, douze et plus de frères et sœurs, sans parler des oncles, tantes et cousins bien entendu. Si tous n'émigrent pas, il est cependant très rare de rencontrer un Cartagueño qui n'ait pas au moins deux ou trois frères et sœurs vivant en France ou ayant vécu en France. On nous a d'ailleurs rapporté le cas d'une famille de Cartago comptant une centaine d'individus vivant à Paris.

Le reste des Colombiens qui vivent en France vient de différents lieux, de Medellin ou de ses environs, de Cali et de ses banlieues, de Pereira, de Bogotá, de grandes villes ou de plus petites villes, ou encore de petits villages situés principalement dans la zone caféière.

On peut donc constater, avec ce rapide rappel des mouvements migratoires des Colombiens, qu'il s'agit d'une population historiquement mobile. D'autant plus qu'à côté de ces mouvements internationaux, ce pays a connu et continu de connaître une migration interne importante, qu'elle soit voulue ou forcée : non seulement certaines régions du territoire national ont été « colonisées » tardivement par la population (il reste encore actuellement des régions peu sinon pas exploitées),

³ En Colombie, on parle plutôt de « *municipio* », ce qui regroupe la zone dite urbaine et la zone rurale alentour. Santuario comptait ainsi, lors des dernières estimations des services statistiques colombiens, 6885 habitants en zone

mais les problèmes de violences politiques forcent encore de larges pans de la population à migrer constamment vers les métropoles colombiennes. Sans rentrer plus dans les détails, signalons alors juste ce que l'on pourrait nommer une culture de la migration. Quel Colombien n'a pas dans sa famille proche au moins un membre parti pour une période plus ou moins longue à l'étranger. Ou encore un ami, un voisin, etc. Il s'agit ici d'un élément primordial dans le phénomène qui nous intéresse ici, car si les causes de départ sont multiples et variées, elles ont toutes en commun d'être liées à un certain nombre de réseaux sociaux.

Importance des réseaux sociaux :

Il est important de rappeler ici que la composition sociale de la migration colombienne est beaucoup plus hétérogène qu'homogène : il ne s'agit en effet plus exclusivement des classes supérieures ou moyennes qui émigrent, mais aussi de travailleurs de classes plus défavorisées ou de petites classes moyennes. Chaque individu est unique, avec une situation économique, sociale, familiale, géographique, différente. Il existe donc diverses situations de départ. On trouve en effet dans les raisons de l'émigration différentes causalités, qui ne s'excluent pas toujours les unes les autres, mais liées à des projets particuliers. Ces projets auront ensuite des incidences directes sur la suite du parcours de ces migrants. Et ce, quel que soit ce projet, qu'il s'agisse d'un déplacement de type plutôt économique (où le but du migrant est de partir vendre sa force de travail ailleurs que dans sa société d'origine, afin d'acquérir une masse monétaire qui sera réinvestie dans son espace d'origine. On part avec l'idée de travailler dur trois ou quatre ans, afin soit de rembourser une dette, soit d'accumuler de quoi s'acheter ou finir de payer sa maison, ou même sa propre affaire), d'un besoin d'éloignement (cas d'individus désirant prendre de la distance en raison d'une rupture sentimentale, ou bien cherchant à s'éloigner d'un environnement social problématique, ou encore voyant plus ou moins consciemment l'émigration d'après une fonction particulière, comme une sorte de rite de passage à l'âge adulte⁴), une recherche de mobilité sociale directe ou différée (en accédant à un nouveau statut social dans sa société d'origine grâce, par exemple, à l'accumulation monétaire, en passant par une expatriation provisoire, ou encore en accédant, à travers cette

urbaine et 8753 en zone rurale, ce qui en fait, en effet, un village pour la Colombie.

⁴Martine Segalen (SEGALEN, 1998), en reprenant l'analyse des rites de passage tels qu'ils ont été proposés par Van Gennep, explique ainsi que les rites de passage peuvent être considérés comme des formes de négociation d'un nouveau statut au sein d'une société présentant un système structuré et hiérarchique de positions. Pierre Bourdieu a cependant montré que le rite avait aussi un effet d'assignation statutaire, il encourage la personne à vivre selon les attentes sociales liées à son rang. La question est que plus ce rite de passage sera long, plus les acteurs s'impliqueront dans la topographie sociale du pays d'accueil, s'éloignant ainsi de plus en plus de l'éventualité du retour. Si au contraire ce rite est limité dans le temps, sans trop d'investissement dans la société d'accueil sensée n'être qu'un passage, l'individu reprendra sa place, avec son nouveau statut, au sein de sa société d'origine.

expatriation provisoire, à un certain capital social qui sera négociable dans son espace d'origine), ou encore une volonté d'installation définitive.

Ces projets sont cependant directement liés à l'existence de réseaux, qui non seulement permettent de les construire, mais qui auront une incidence directe sur leur évolution et leur réactualisation, grâce aux opportunités que les acteurs pourront rencontrer à travers eux. On remarque en effet un lien direct entre l'émigration et des réseaux d'accueil à l'étranger. Quand nous parlons de réseau, nous qualifions ainsi un ensemble de connexions entre des personnes qui ne se côtoient pas au même moment dans le même lieu. On trouve en effet une très grande partie des décisions de départ qui sont directement liées à la possibilité d'être reçu quand on arrive dans un pays que l'on ne connaît pas. D'où d'ailleurs l'importance numéraire des Colombiens en France. C'est en effet parce qu'il y a eu de plus en plus de personnes vivant en France susceptibles de recevoir famille ou amis, que la France est devenue une destination de la migration. Les premiers arrivants firent office « d'appel d'air » pour les suivants, qui eux-mêmes firent venir d'autres personnes. Janeth expliquait ainsi que c'est parce qu'elle avait rencontré, il y a maintenant dix-neuf ans, une personne de son quartier (elle habitait à Cartago) qui vivait à Paris, qu'elle a eu l'idée d'aller y travailler quelque temps. Elle avait pourtant un emploi comme responsable des ventes d'un rayon de grand magasin, et ce n'est que parce que cette connaissance lui a dit qu'elle pourrait l'accueillir si elle avait de quoi payer son voyage, qu'elle démissionna de son poste et partit pour la France. Même chose pour Pablo qui avait un cousin à Paris près à le recevoir chez lui en arrivant, ou encore pour l'époux d'Ana Maria qui pensait rejoindre un cousin à Londres, mais qui finalement resta à Paris chez un ami qui l'avait reçu à sa descente d'avion, et qui lui proposait de rester plus longtemps. C'est d'ailleurs ainsi que ce sont développés les deux grands groupes de provenance dont nous avons parlé, à savoir les Santuareños et les Cartagueños.

Ces réseaux sont très importants parce que c'est aussi à travers eux qu'on est mis au courant des possibilités de travail et de vie au loin. Ce sont lors de retours de ces individus partis déjà depuis un moment, qu'on apprend comment vivre au loin, même si ce qui est relaté n'est pas toujours totalement le reflet de la vérité. Car quand on revient dans son pays, la tendance est souvent d'embellir la situation afin de valoriser son parcours. Sayad l'a bien montré, lorsqu'il affirme : *« La méconnaissance collective de la vérité objective de l'émigration qui est entretenue par tout le groupe, les émigrés qui sélectionnent les informations qu'ils rapportent quand ils séjournent au pays, les anciens émigrés qui « enchantent » les souvenirs qu'ils ont gardés de la France, les candidats à l'émigration qui projettent sur « la France » leurs aspirations les plus irréalistes sont la médiation nécessaire à travers laquelle peut s'exercer la nécessité économique. »* (SAYAD, 1999). Ce sont d'ailleurs beaucoup plus parce que ces réseaux existent que le projet migratoire va se construire, plutôt que le contraire.

Ces réseaux sont, eux aussi, multiformes. Il ne peut s'agir que d'avoir où poser ses valises en arrivant, comme de réseaux bien plus organisés. Des familles vont par exemple arranger le départ du groupe familial rétréci, et même parfois élargi, envoyant d'abord un premier émigrant en France, qui ensuite fera venir les uns après les autres une partie ou le reste de sa famille. Des chaînes se mettent ainsi en place : une femme part par exemple la première, puis elle envoie de quoi faire venir son époux, puis une belle-sœur, qui aidera à son tour son époux, qui lui-même enverra de quoi faire venir un autre frère et son épouse, etc. Si la personne qui est en France a donné l'argent pour le billet du suivant, elle sera remboursée par la participation du nouvel arrivant à la venue d'un autre. Ou bien elle sera remboursée du billet dès que la personne aura trouvé du travail. Le niveau du concours apporté depuis la France semble être directement fonction du degré de familiarité avec le candidat au départ. S'il s'agit d'une personne assez proche, comme par exemple un conjoint, un frère ou une sœur, les parents, la participation va jusqu'au financement en totalité du voyage. Si la personne est plus éloignée, en général il s'agira beaucoup plus de la recevoir et de la soutenir, du moins au début de son séjour en France.

Le travail des femmes

L'entrée des femmes colombiennes dans la topographie sociale française se fait principalement, sinon exclusivement, par l'accès au marché du travail domestique. En France comme ailleurs, la généralisation du travail des femmes du pays d'accueil a favorisé une forte demande dans ce secteur, qui est un secteur particulièrement propice pour le travail « au noir ».

En fait, par le type d'emplois auxquels les femmes immigrées sont le plus souvent assignées, elles assurent la reproduction d'une division sexuelle du travail pourtant mise en cause par les revendications des femmes des pays du nord et les politiques d'égalité. En effet, les transformations de la famille et l'accès généralisé des femmes à l'emploi conduisent à recourir à des femmes immigrées pour seconder les femmes (ou les hommes) dans leurs tâches de reproduction. A la fin des années 1990, les professions domestiques représentent un des plus gros secteurs pourvoyeur d'emploi « au noir » pour les migrantes. Le nombre d'employées de maison en Europe était ainsi évalué à plus d'un million de personnes, dont la majorité était en situation illégale. En Italie, le gouvernement instaura dès 1990 une politique de quotas et réserva les visas d'entrée pour motif de travail quasi exclusivement aux emplois de femmes de ménage et aux femmes ou valets de chambre recrutés et logés par les familles italiennes. De même en Espagne, depuis 1993, les autorités espagnoles ont contingenté la main-d'œuvre étrangère à 20 000 personnes par an dont plus de la moitié du quota d'emplois a été octroyée pour des travailleurs domestiques. En général, ce secteur

connaît une double segmentation sur la base du sexe et de la nationalité, puisqu'il concerne presque exclusivement des femmes et le type de poste occupé diffère selon la nationalité. En Belgique par exemple, les femmes en provenance des pays de l'Est sont majoritairement des domestiques externes, alors que les Africaines, les Philippines et les Sud-Américaines occupent des postes de domestiques internes. Il existe des différences en termes de salaires et de conditions de travail entre ces deux catégories, puisque les salaires payés aux femmes de ménage externes avec ou sans papiers ne sont pas nécessairement inférieurs à ceux des autochtones, ce qui n'est pas le cas des domestiques internes, dont certaines sont notamment victimes de l'insuffisance voire de l'absence totale de revenus, et qui ont le plus souvent des horaires et des charges de travail beaucoup plus lourds que les domestiques externes. Certaines d'entre elles ont même été confrontées à des violences physiques, voire à des abus sexuels qui ont eu des retentissements médiatiques importants. Il existe donc une véritable ethnicisation du marché du travail domestique, à travers une vision assez culturaliste des aptitudes aux différentes tâches : des femmes seraient ainsi plus aptes pour certains travaux que d'autres, en raison de leur nationalité associée à une « culture d'origine ». On voit alors apparaître une véritable performativité des représentations de systèmes de spécialisations ethniques, qui peut d'ailleurs s'auto-alimenter : le recrutement fonctionnant en grande partie par le bouche-à-oreille, cela favorise l'entrée dans les mêmes secteurs de travailleurs de la même nationalité.

C'est en grande partie de cette façon que s'organise l'entrée sur le marché du travail domestique des femmes colombiennes, qui sont pour une grande partie d'entre elles en situation illégale quand elles arrivent en France : celles qui travaillent recommandent les nouvelles arrivantes auprès de leurs employeurs, qui vont les recommander autour d'eux. En raison d'une forte demande en heures ponctuelles de travail domestique, les Colombiennes travaillant dans ce secteur sont beaucoup plus concernées par le travail domestique externe auprès de différents employeurs. Quant à ces derniers, leurs propres réseaux permettent soit de diversifier et augmenter les propositions de travail, soit de procurer justement de l'activité à d'autres Colombiennes à la recherche d'emploi. Il existe ainsi des réseaux d'emploi des femmes parallèles à ceux des hommes, qui, eux, travaillent dans leur très grande majorité dans la peinture en bâtiment (et plus précisément, la rénovation d'appartement). Mais la mobilité de ces femmes est beaucoup plus importante que celle des hommes, puisque de par leur mode d'insertion, elles ont plus d'accès à l'information, ce qui leur permet de changer régulièrement et facilement d'employeurs selon les circonstances. S'il y a des employeurs avec lesquels elles peuvent rester pendant des années, il est très courant d'en changer, d'en chercher d'autres si la personne pour laquelle elles travaillent ne leur convient pas. Dès qu'elles maîtrisent un peu plus les codes, les normes qui ont cours dans ce monde social, elles

possèdent une grande autonomie au sein de ce monde, et établissent une véritable instrumentalisation de leur profession qui peut tout autant être liée aux tarifs proposés qu'à la situation géographique de l'employeur ou aux relations mises en place avec cet employeur. Il semblerait que tant qu'il n'y a pas de stabilisation du projet migratoire, que celui-ci reste dans l'ordre du temporaire, l'activité professionnelle semble, elle aussi, être de l'ordre de l'instable, avec des changements relativement réguliers. Si ce projet évolue vers un projet d'installation, même temporaire (le retour en Colombie au moment de la retraite est le projet le plus communément partagé et mis en œuvre, particulièrement si la famille la plus proche n'est pas présente en France. Mais même si on a immigré avec femmes ou époux et enfants, il reste en général un certain nombre de frères et sœurs en Colombie auprès desquels on souhaite passer les dernières années de sa vie), les employeurs semblent se stabiliser aux aussi. Les femmes qui ont des cartes de séjours pourront par exemple prendre une loge de gardienne, ce que font rarement celles restant dans un projet de retour pour un futur proche. Ce nomadisme professionnel nous semble donc être en partie lié à la temporalité du projet migratoire.

Une autre méthode qui est très utilisée à Paris dans la recherche d'emploi dans le service domestique, c'est le placement de petites annonces dans différents lieux urbains. Au début du séjour en France, quand ces femmes ne sont pas encore capables de se débrouiller toutes seules en français, elles donnent le numéro de téléphone d'une compatriote maîtrisant la langue autochtone, et elles se font accompagner par une personne présente en France depuis plus longtemps lors du premier rendez-vous. On le voit donc, là aussi les réseaux sociaux sont particulièrement importants dans cette phase, tout autant pour trouver les employeurs que pour affronter des difficultés de compréhension des demandes des personnes chez qui l'on s'emploie. Combien se sont ainsi retrouvées dans la situation décrite par le cinéaste Claude Chabrol dans son film *Le Sacrifice*, où Isabelle Huppert joue le rôle d'une domestique analphabète complètement désorientée par les directives laissées par son employeur sur un papier. Ces Colombiennes, qui le plus souvent ne parlent ni ne lisent le français, ne peuvent en effet pas comprendre ce qui leur est demandé. Qui n'a pas son histoire de malentendu linguistique à raconter, que ce soit une catastrophe avec la lessive en raison de l'absence de compréhension des explications d'un employeur, ou encore la perte d'un emploi car un mot anodin avait été pris pour une insulte, ce qui avait provoqué la démission d'un poste où on était pourtant bien payé? C'est d'ailleurs sans doute une des raisons pour lesquelles les femmes apprennent en général très vite à se débrouiller un minimum en français, et qu'il semble y avoir plus de femmes que d'hommes dans les cours de langues.

On retrouve dans cette situation de dépendance envers une autre personne en ce qui concerne la langue, des phénomènes d'exploitation de la personne demandeuse : il est ainsi très courant que l'individu qui a laissé son numéro de téléphone profite de l'appel de clients éventuels pour

s'accaparer les emplois proposés, si ceux-ci lui conviennent mieux que ceux qu'il a déjà. L'acteur qui se trouve en situation de supériorité par rapport à l'autre utilise ainsi sans beaucoup de scrupules le pouvoir que sa position lui confère, parfois même au dépend d'un membre de sa famille nouvellement arrivé. C'est en ce sens que nous parlerons ici de stratégies d'adaptation individuelles des acteurs, où les réseaux relèvent avant tout d'une instrumentalisation individuelle. Mais ces réseaux ont leur importance pour la carrière professionnelle de ces actrices : toutes ne pratiquent pas, loin s'en faut, ce nomadisme professionnel. On trouve aussi des Colombiennes travaillant en interne chez un même et unique employeur, ou restant des années durant au service d'une même personne, que le lieu de ce travail et le salaire soient particulièrement intéressants ou non. D'autres éléments que la stratégie pure entrent en compte, mais le type d'inscription dans des réseaux sociaux semble relevant dans ce phénomène.

Maintien dans ce secteur d'emploi

Si la situation administrative est une des raisons majeures de l'entrée des femmes dans ce secteur d'emploi, on peut pourtant se demander pourquoi ces femmes, lorsqu'elles parviennent à se procurer des papiers, ne cherchent pas à quitter l'emploi domestique, qui est une activité socialement dévalorisée. Plus d'une nous ont ainsi avoué : « *En Colombie, je m'occupais pas trop du ménage, on avait une employée qui le faisait. Si on m'avait dit qu'un jour je ramasserais la poussière chez les autres !* », ou « *En Colombie, les femmes de ménage, on les regarde comme des moins que rien. Mais aujourd'hui regarde-moi, c'est moi qui fais le ménage pour les autres....* », etc...

Ne serait-ce pas une instrumentalisation de leur position subordonnée qui leur permet pourtant d'accéder à ce qui leur était de toute façon inaccessible dans leur pays d'origine ? En effet, en étant domestique à Paris, elles gagnent plus qu'elles ne pourraient jamais espérer chez elles⁵. Les Colombiennes trouvent relativement facilement du travail, en particulier à Paris où il existe une forte demande auprès de particuliers, rémunérant de façon conséquente lorsqu'il s'agit de quelques heures hebdomadaires. A l'exception de femmes immigrant en France en remplacement d'une connaissance leur laissant leur place, ou de femmes n'ayant pas encore de réseaux sociaux développés pouvant les aider à diversifier leurs sources d'emplois, et dans ce cas il peut s'agir de personnes effectuant des tâches domestiques au sein d'une seule et même famille, une grande partie des Colombiennes travaillent pour plusieurs familles, ce qui leur donne une plus grande autonomie

⁵ Rappelons que le salaire minimum en Colombie équivaut à 100€ par mois, alors qu'une heure de ménage est rémunérée entre 8 et 12€/heure actuellement à Paris.

individuelle. Cela leur demande cependant de se familiariser beaucoup plus rapidement avec la société locale, avec les méthodes de recherche d'emploi, avec les attentes des employeurs autochtones, avec les représentations sociales qui ont cours dans cette nouvelle société. Mais cela demande avant tout d'être intégré dans un réseau social suffisant pour pouvoir accéder plus vite à l'information.

Une autre explication du maintien dans cette activité dévalorisée nous a été énoncée par une interlocutrice, qui nous expliquait que de nombreuses femmes n'osaient pas se lancer dans une autre activité, de peur de ne pas trouver à s'employer. De plus, comme cette personne nous expliquait : « *Beaucoup sont régularisées, mais elles continuent à faire des ménages, parce que de toute façon c'est le milieu dans lequel on arrive* »

On retrouve ici l'assignation à la marge, qui est souvent faite aux étrangers, cette représentation qui fait penser qu'on n'est accepté que si l'on reste dans certaines activités mettant en scène le statut d'infériorité assigné par les membres du groupe majoritaire autochtone.

Car le travail domestique est un secteur d'emploi plutôt spécifique, puisqu'il met en place un système d'exploitation extrêmement fort en raison des rapports personnels qui ont lieu entre employeurs et employés, où l'employeur attend en fait beaucoup plus que du travail : des enquêtes (ROLLINS, 1990) ont montré que le critère de la compétence des employés n'est pas le critère principal recherché par les employeurs, ceux-ci mentionnent beaucoup plus l'importance des traits de caractère. Judith Rollins explique ainsi que les employeurs disent chercher « quelqu'un digne de confiance et d'amical », « d'honnête », « quelqu'un avec qui on se sente bien à la maison » ; en ce qui concerne la garde des enfants, il y a également une exigence particulière : « on attend plus d'une baby-sitter que d'une simple femme de ménage », etc. Il est donc important de pouvoir comprendre le plus rapidement possible le monde social au sein duquel ces relations se manifestent, afin de pouvoir s'appuyer sur les registres d'argumentation adéquats pour pouvoir justifier ses actions ou contester celles des autres, pour reprendre la terminologie de Boltanski et Thévenot (BOLTANSKI, THEVENOT, 1991). Or on est ici dans un mélange de ce qui serait la cité domestique et la cité marchande, où se côtoient tout autant des justifications propres à la première comme à la seconde cité. Comment cela se manifeste-t-il ? Judith Rollins⁶ explique : « *La domestique est plus qu'une employée ; elle est le prolongement ou le substitut de la femme au foyer. Et elle agit dans le royaume, de moins en moins prestigieux, des activités féminines. Cette définition de la domestique par son employeur – prolongement d'elle-même dans son rôle le plus subalterne et non employée*

⁶ Op. cité p.74.

autonome – permet de comprendre pourquoi les femmes ont tendance à considérer que le travail domestique correspond à une activité plus informelle que les autres professions. »

Les employeuses chercheraient, en fait, à atténuer l'infériorité sociale liée à leur sexe en profitant des inégalités sociales et même raciales engendrées par le système social. L'exploitation aurait alors pour fonction de permettre l'auto-satisfaction qui vient de la présence d'un inférieur, et de valoriser son style de vie, son système de valeurs et son monde social. Selon cet auteur, l'exploitation psychologique des femmes domestiques par des employeurs féminins est fondée, entre autre, sur la dynamique de la déférence. Erving Goffman (GOFFMAN, 1956) définit la déférence comme une activité cérémonielle *« qui fonctionne comme moyen symbolique pour valoriser le destinataire », « quelque chose qu'un subordonné doit à son supérieur »*. Selon Goffman, les comportements de déférence peuvent tout autant être de l'ordre du langage, du geste, de l'espace, mais aussi de la structure de communication, à savoir qui commence à parler, qui parle d'avantage, etc. On peut exprimer ces comportements au niveau des tâches à accomplir (comment la personne accomplit ces tâches, l'attitude qu'elle a envers elles, etc.), ou il peut aussi s'agir de rituels d'évitement ou de présentation. Au niveau de la déférence langagière, on trouve par exemple le phénomène extrêmement commun d'appeler la domestique ou la femme de ménage par son prénom, quand on ne la rebaptise pas, alors que l'employeuse est systématiquement nommée « Madame ». Pour des personnes non francophones, cette déférence envers l'employeur est répercutée en dehors de l'espace du travail, par la désignation de son patron dans les conversations par l'expression « la Madame », comme on dirait « la Patronne ». De même, les employeuses se permettent de poser des questions personnelles à leurs domestiques, mais non l'inverse. Comme le rappelle Judith Rollins⁷, *« Non seulement le privilège de la familiarité renforce l'inégalité mais il ouvre un champ nouveau. Pour la plupart des employeurs, le contact avec les domestiques constitue la relation la plus étroite qu'elles peuvent avoir avec des membres des classes inférieures ou des gens du Tiers Monde. Parler avec elles est l'occasion d'explorer ce qu'elles considèrent comme un style de vie différent. »*

N'oublions pas, pourtant, que les objectifs de la plupart des immigrants colombiens sont liés à des projets de migration temporaire. Accepter de rester dans cette position d'infériorité peut alors être une stratégie de justification de la permanence de ce projet, on accepte cette assignation afin d'accéder à l'accumulation capitaliste escomptée pour pouvoir repartir plus vite. Abandonner ce rapport de travail pourrait signifier entrer consciemment dans un autre type de projet, ce que beaucoup d'individus se refusent à faire. Le côté temporaire de l'immigration colombienne en France, ou tout au moins du projet d'immigration, est d'après nous, en effet, la base de toutes les logiques d'action mises en place par ces acteurs et actrices de la migration. Se fondant dès le départ

⁷ Op. cité p.71.

sur l'idée d'une permanence et d'une activité professionnelle au loin durant seulement quelques années (en général, on envisage de rester en France 3 ou 4 ans, durée initiale qui est régulièrement réactualisée d'autant quand le terme prévu arrive à échéance), les acteurs ne cherchent en général pas à s'inscrire plus profondément dans la topographie de la société d'accueil, en dehors de la marge que procure l'inscription salariale dans le secteur domestique. Ce ne sera éventuellement que lorsque, **et si** le projet migratoire initial est actualisé, que ce soit par la scolarisation des enfants, par une rencontre avec la société d'accueil par l'intermédiaire d'une union avec un membre de cette société, ou tout simplement par l'insertion qui se fait imperceptiblement au cours du temps, qu'il pourra y avoir volonté et tentative de s'insérer plus en avant dans ce nouvel espace social. Certains individus, voyant par exemple leurs enfants grandir en France, et les perspectives de repartir en Colombie s'éloigner, décideront de quitter le secteur d'emploi au travers duquel ils ont débuté leur vie dans le pays d'accueil, pour se former à autre chose. C'est le cas de Maria Teresa, qui fit une formation de puéricultrice après avoir travaillé pendant plus de 8 ans comme femme de ménage. Elle a deux enfants, l'aînée arrivée à l'âge de 2 ans et la cadette née en France, qui ne connaissent en fait pas la Colombie. D'autres comme elle, lorsqu'elles acceptent de ne plus envisager le séjour en France comme provisoire, entreprennent de se former pour changer de profession. Il s'agit cependant d'une profonde remise en cause, qui n'est pas toujours facile pour toutes, d'un véritable rééquilibrage à opérer entre les différentes logiques d'action qui composent l'expérience sociale des acteurs⁸.

De plus, il s'agit d'une profession où les contacts avec les membres du groupe majoritaire restent limités au minimum lié à l'activité domestique, ne serait-ce qu'au niveau de la langue. Cela permet donc de rester dans l'imaginaire lié au retour en Colombie, puisqu'on n'investit apparemment pas dans le système de communication lié à cet espace social.

Des changements dans les relations ?

⁸ Sur la question des logiques d'action des acteurs, cf. DUBET, 1994. Dans ce livre, l'auteur montre que l'expérience sociale des acteurs, qui leur permet de construire le réel mais aussi de le vérifier, de l'expérimenter, est issue d'une hétérogénéité de logiques d'action. L'auteur souligne que les combinaisons de logiques d'action qui organisent l'expérience n'ont cependant pas de centre, il n'y a pas de logique unique ou fondamentale qui fournirait une unité, donnée une fois pour toute, à cette expérience. Il dénombre ainsi trois grandes logiques d'action, qui sont une logique intégrative, s'inscrivant autour des mécanismes d'intégration et que l'on désigne le plus souvent en sociologie par « socialisation » ; une logique stratégique, qui est le lieu où se joue la question des ressources, de la rationalité instrumentale limitée des acteurs visant des fins concurrentielles ; enfin une logique subjectiviste, qui est celle de la subjectivation de l'acteur, et qui est définie par la culture de celui-ci et surtout la tension dialectique entre cette culture et des rapports de domination.

Il est cependant important de préciser, à cet endroit de notre exposé, que si l'immigration des femmes colombiennes correspond en règle générale à des stratégies individuelles ou circonscrites au groupe familial nucléaire, on trouve des cas de figure différents selon les modalités de venue en France. Il peut en effet aussi bien s'agir de femmes parties rejoindre leur époux dans le cadre de ce qu'on appelle communément le regroupement familial, que de femmes célibataires ayant décidé d'immigrer seule, d'autres issues de foyers monoparentaux laissant leurs enfants à la charge de la famille en Colombie, d'autres encore, arrivées en même temps que leurs époux, ou les ayant précédés, etc. Selon, donc, les modalités d'arrivée, on peut constater des différences d'évolution lors du séjour en France. Ces changements sont-ils directement liés à la migration ?

On sait que la répartition sexuelle des rôles est définie socialement. Martine Segalen (SEGALIN, 2000) rappelle que « *Ce qui est défini dans une société comme tâche masculine peut être classé tâche féminine dans une autre : toute division est culturellement définie, ou basée sur un ensemble complexe de facteurs dans lesquels le biologique n'entre que pour une faible partie.* ». Dans l'ensemble, en Colombie comme dans de nombreux autres pays (OSO CASAS, CATARINO, 1997), aux hommes revient l'espace extérieur, c'est-à-dire la rue, les lieux publics, les institutions, et aux femmes l'espace intérieur, à savoir la maison. Virginia Gutiérrez (GUTTIEREZ, 1975), dans une imposante étude proposant une typologie des diverses organisations sociales que connaît la Colombie, signalait qu'au sein du complexe antioqueño, qui est le complexe culturel dont sont originaires la plupart des immigrants colombiens en France, la femme avait la position de l'administrateur du foyer. Le père, par sa dignité de chef économique du foyer, devait la pourvoir de tous les éléments matériels dont elle avait besoin pour sa subsistance. La femme mariée du complexe antioqueño ne coopérait pas dans les tâches de production. Ce n'est que dans les villes que l'on voyait apparaître le travail productif de certaines femmes, en raison de l'impossibilité du père de travailler, et de l'absence des enfants majeurs qui pourraient le remplacer, mais avec l'idée du retour de la mère au foyer dès que les circonstances le permettaient. De plus, le père étant absent dans la journée, ou lors de périodes d'exode pour trouver du travail, les punitions et les récompenses envers les enfants revenaient exclusivement à la mère, qui avait alors un rôle très fort dans la socialisation de ses enfants. Des études récentes (DE SUREMAIN, 2001) semblent pourtant montrer que, en particulier dans les villes, les pratiques des femmes évoluent, et elles cherchent de plus en plus à avoir accès à une activité rémunérée⁹. Dans un contexte économique de plus en plus difficile, cette activité féminine pose souvent de graves problèmes de répartition sexuelle des rôles, les hommes ayant souvent beaucoup de difficulté à accepter de perdre une prérogative qui était celle dans laquelle ils avaient été socialisés.

⁹ Par exemple à Bogota, les femmes représentaient 42% des emplois en 1992. Cf. GROS, 1996.

Cette évolution des rôles des uns et des autres est particulièrement prononcée dans la migration. Les Colombiennes qui n'avaient pas d'activité rémunérée en Colombie en ont le plus souvent une en France, afin d'atteindre plus rapidement le but économique fixé d'accumulation de capital. En ce sens, on retrouve ici l'exemple de l'immigration portugaise, où les hommes firent venir leurs épouses, non seulement pour s'occuper de leur quotidien, mais aussi pour atteindre plus rapidement cette accumulation recherchée¹⁰. Pourtant, contrairement à ce qui a semblé être la situation portugaise, l'immigration des femmes, quand elle doit avoir lieu, est le plus souvent présente dès le début du projet migratoire, sauf lorsque cette immigration n'est pas favorable pour la situation de l'épouse¹¹. Si l'homme migre le premier, c'est pour pouvoir envoyer le plus rapidement possible de quoi faire venir sa conjointe, et se procurer un toit pour la recevoir. Sinon, on se retrouve dans la situation vécue lors de la colonisation antioqueña, où l'homme partait défricher de nouveaux terrains, en laissant son épouse derrière lui pour s'occuper de la reproduction familiale. Mais au lieu de se produire au niveau interne, cette migration est cette fois internationale.

Laura Oso Casas et Christine Catarino¹², dans une étude sur les effets de la migration sur le statut des femmes, expliquent que lorsque l'homme est à l'origine de la migration ou lorsque la migration est conjointe, il semble y avoir une plus grande reproduction des relations intra-familiales du pays d'origine dans le pays d'accueil, ce qui nous a semblé se vérifier dans le cas des Colombiennes. Par contre, lorsqu'il existe déjà au moins un membre du groupe d'origine de l'individu qui est en France, c'est beaucoup plus souvent la femme qui part la première, en raison de la connaissance des facilités plus grandes de trouver un emploi pour les femmes. Combien sont donc parties les premières, pour ensuite faire venir leur époux ou compagnon, et éventuellement les enfants du couple, aidées en cela par les membres des réseaux présents en France. Les Colombiennes ayant immigré les premières semblent posséder une plus grande capacité de décision, qui leur permet beaucoup plus de refuser de suivre la volonté de leur compagnon, chose qu'elles auraient nettement plus difficilement fait en Colombie. On assiste alors à nombre de séparations, ainsi qu'à de nombreuses recompositions familiales parmi les Colombiens immigrants en France, avec tout d'abord des décompositions dans les couples existants, que l'époux immigré en second ou qu'il demeure en Colombie, se concluant le plus souvent par de nouvelles configurations matrimoniales au sein de la société d'accueil, mais le plus souvent entre ressortissants colombiens.

Autre élément à souligner dans les évolutions des relations conjugales en France, il semblerait qu'on assiste aussi à une redistribution relative des tâches domestiques au sein du ménage, même si

¹⁰ Cf. par exemple CORDEIRO, 1989.

¹¹ Si, par exemple, celle-ci a une activité salariée régulière lui donnant droit à l'équivalent des allocations retraite. Son départ pour l'étranger, et donc l'abandon de son emploi – même si celui-ci n'est pas très rémunérateur – lui ferait perdre ses droits à ce que Robert Castel nomme la propriété sociale, acquise grâce à son emploi.

la femme en reste responsable en dernier lieu. Le marché de l'emploi masculin étant plus difficile d'accès que le féminin, les hommes sont parfois obligés de prendre plus de poids dans certaines activités quotidiennes, comme par exemple les activités culinaires, ou encore par rapport à leurs enfants. Roberto évoquait ainsi la nouveauté que représentait, pour lui, le fait de devoir s'occuper de son fils de neuf mois, puisqu'il n'avait pas de travail et que son épouse, au contraire, était occupée toute la journée. Assez désarçonné face à une activité qu'il pensait ne jamais avoir à accomplir, il avouait cependant trouver un certain intérêt dans cette activité paternelle inconnue jusque-là. Il l'avouait néanmoins de façon très discrète, en dehors de toute oreille appartenant à son groupe, qui n'accepterait sans doute pas ce changement de rôle traditionnellement féminin. Là aussi cependant, l'incidence de la temporalité d'arrivée de l'homme et de la femme est importante, des femmes issues d'un contexte d'origine assez similaire pouvant connaître des statuts différents dans la migration¹³.

Pourtant, ainsi que le rappelle Denys Cuche (CUCHE, 2001), les structures familiales et sociales du groupe d'origine auquel appartiennent les migrants permettent d'expliquer en partie les différences dans les modes d'intégration et d'acculturation, au sein de la société d'accueil, d'immigrés issus d'un même pays. Mais aussi leur mode d'insertion dans un réseau communautaire. La culture d'origine n'explique rien, pour les immigrés, c'est plutôt le rapport qu'ils entretiennent avec cette culture qui est intéressant. Mais ce rapport varie selon les groupes de migrants, et selon les situations de relations interethniques qu'ils ont connues au cours de leur histoire.

De nombreuses recherches ont aussi insisté sur l'autonomie que se procuraient certaines femmes immigrées en ayant une activité salariée. Liane Mozère¹⁴ explique, par exemple, que les femmes philippines employées domestiques à Paris s'affranchissent ainsi, dans certains cas, du contrôle social de leur groupe d'origine, et se construisent une nouvelle place dans la structuration familiale grâce à l'apport monétaire important, pour l'économie familiale, procuré par leur activité. Dans d'autres groupes d'immigration, des femmes qui étaient jusque-là confinées à l'espace domestique, peuvent avoir accès à d'autres espaces à travers leur emploi, et donc devenir plus autonomes par rapport à leur groupe. Ce mouvement d'autonomisation se retrouve cependant déjà en Colombie, avec son volet négatif qui est l'augmentation des foyers monoparentaux. Dans une étude sur la crise de la paternité en Colombie, Marie-Dominique de Suremain¹⁵ montre en effet que l'accès de plus en plus étendu des femmes au marché du travail, tant par un désir de celles-ci de travailler que des nécessités d'avoir un deuxième salaire pour maintenir le foyer, les a parfois conduit à se séparer de leur conjoint et à assumer seules les charges de ce foyer. Dans un pays où

¹² Op. cité.

¹³ Ce que montre l'article de Laura Oso Casas et de Christine Catarino déjà cité.

¹⁴ Op. cité.

¹⁵ Op. cité.

30% des ménages urbains ont une femme à leur tête, une recherche menée par l'auteur auprès de ces femmes chefs de famille¹⁶ montre que parmi les causes de leur solitude, ces mères énoncent les abandons dont elles ont été victimes, leur refus des violences conjugales, mais aussi l'irresponsabilité de leurs maris qui, parfois, réduisaient leurs apports financiers quand elles décidaient de travailler, ou qui s'opposaient à leur activité professionnelle. En ce sens, leur décision de se séparer de leur conjoint n'a pas seulement obéi à la volonté de diminuer la violence intra-familiale, mais aussi à des préoccupations économiques : la moitié d'entre elles considère, en effet, que leur situation s'est améliorée depuis qu'elles vivent seules, car elles ont pu épargner et programmer leurs dépenses sans conflits.

Ce qui nous semble cependant encore plus significatif de la volonté des femmes immigrées colombiennes en France d'opérer des changements dans les rapports de couple, et donc d'accéder à une plus grande autonomie, c'est l'intérêt plus grand qu'elles semblent manifester pour l'apprentissage de la langue française. On voit beaucoup plus de Colombiennes que de Colombiens dans les divers cours de français que l'on peut trouver à Paris, comme en banlieue parisienne¹⁷. Cet intérêt prend corps en général après plusieurs années de présence en France, puisque, comme nous l'avons déjà expliqué, ne pensant rester que peu de temps, les femmes comme les hommes n'investissent pas ou très peu dans la communication avec les autres membres de la société d'accueil. Pourtant, lorsque ce séjour commence à se prolonger plus que prévu, les femmes semblent trouver plus d'intérêt que leurs compagnons à se lancer dans l'apprentissage de la langue. On peut expliquer ce phénomène par le fait qu'elles ont plus de contacts avec cette société, ne serait-ce que par leur activité salariée, puisque c'est presque toujours au domicile de membres de la société d'accueil qu'elles travaillent, elles en ont donc un besoin plus pratique. Si elles ont des enfants, c'est aussi beaucoup plus souvent elles qui sont confrontées aux interactions avec cette société dans tout ce qui concerne le quotidien de ces enfants, que ce soit le rapport à l'école, aux médecins, etc., puisque comme nous l'avons vu précédemment, tout ce qui relève du domestique est traditionnellement confié aux femmes dans cette société.

¹⁶ Dans l'article cité ci-dessus, l'auteur évoque cette recherche interdisciplinaire intitulée « Qui sont et comment vivent les femmes chefs de famille à Medellin ? », recherche qui ne fut pas publiée, et qui était financée par la *Dirección Nacional de Equidad para las Mujeres*. Elle a été réalisée en 1998 par deux ONG, et comportait notamment une analyse statistique croisant les indicateurs de pauvreté et la composition familiale en Colombie et à Medellin. Cette étude s'appuyait, par ailleurs, sur des entretiens approfondis avec vingt femmes chefs de famille d'un quartier populaire, lesquels portèrent sur les aspects socio-économiques et psychologiques de leurs conditions de vie et sur les stratégies qu'elles mettaient en œuvre.

¹⁷ Il existe de nombreuses possibilités de prendre des cours de français, où ne sont réclamés aucun titre de séjour pour ce faire, que ce soit les cours du soir de la Mairie de Paris ou d'autres municipalités, des associations proposant ces cours à titre gratuit, des sociétés aux tarifs plus ou moins élevés, l'Alliance française, etc. Nos interlocuteurs en ont souvent essayés plusieurs, qui leur ont toujours été recommandés par des connaissances. Selon la durée de leur séjour, on remarque l'intérêt pour tel ou tel système. Ainsi au tout début de leur arrivée, les cours dispensés à titre gratuit semblent avoir leur préférence, bien qu'en général ils ne les suivent pas plus que quelques mois, en raison le plus souvent d'obligations de travail rendant leur assiduité parfois difficile. Au bout de quelques années, la volonté

Pourtant, au-delà de ces obligations quotidiennes, leur plus grande maîtrise de la langue locale pousse les hommes à se reposer sur elles pour tout ce qui concerne les rapports avec cette société, ce qui les rend bientôt dépendants d'elles dans de nombreuses situations. Ce qui entraîne des redéfinitions du partage des pouvoirs au sein de la famille, en général à l'avantage relatif des femmes, bien entendu. C'est ainsi qu'il faut entendre la réflexion de Gloria, si souvent entendue en diverses occasions, qui nous disait : *« ah, ici, les hommes doivent apprendre à faire certaines choses qu'ils ne faisaient pas. Parce qu'ici c'est pas comme en Colombie, les femmes elles travaillent, elles rentrent souvent plus tard qu'eux, elles ont leur travail, leurs cours, alors elles ne peuvent pas en plus s'occuper de préparer le repas si elles rentrent à dix heures du soir, alors que leur mari est à la maison, sans rien faire, à les attendre ! ! »*

On peut interpréter cet engouement que semblent ressentir les Colombiennes pour les cours de français, comme une stratégie de placement au sein de la famille, vivant en France bien entendu, comme une recherche de plus grande autonomie, afin de permettre de renégocier la place des uns et des autres, principalement dans le couple.

Conclusion

On le voit donc, la migration des femmes colombiennes possède certaines spécificités, qui la différencie de celles des hommes. Dans ce pays où les difficultés issues de la situation socio-économique et politique ont poussé les acteurs à se replier sur des stratégies éminemment individuelles (PECAUT, 1996), l'immigration en France est, bien entendu, le résultat de ces stratégies. Les femmes en sont des acteurs au même titre que les hommes, et les réponses trouvées aux situations rencontrées sont directement liées aux opportunités qu'elles peuvent croiser.

Dans leur attitude et comportement face à l'emploi, on retrouve une caractéristique très colombienne de capacité d'adaptation à des situations d'informalité, mode d'organisation très développé en Colombie. C'est ce qu'ils appellent le *rebusque*, le système D ou la débrouille, l'habitude de fonctionner dans une pluralité de systèmes institutionnels et non institutionnels.

Le type d'activité professionnel dans lequel elles évoluent leur permet cependant d'avoir une certaine approche de la société d'accueil, que certaines d'entre elles semblent vouloir mettre à profit pour renégocier leur position dans le groupe et dans le couple. On peut parler dans ce sens d'une mobilité de ces femmes dans la migration, qu'elles n'auraient sûrement pu obtenir de la même façon si elles n'avaient pas immigré, en particulier en France. Il s'agit cependant d'une mobilité au

d'apprendre la langue devenant plus forte, ils se dirigent plus facilement vers des cours payants reconnus comme efficaces.

sein d'un groupe social, s'étant lui-même en partie adapté au pays d'immigration, et qui se décline sous des modalités diverses et variées selon les individus. Ainsi que nous l'avons vu, selon les temporalités de venue en France, selon ses modalités, mais aussi selon le groupe social dont sont issues ses actrices de la migration, leur évolution et leur mobilité social prendront un caractère plus ou moins prononcé et visible. Nous sommes cependant devant un phénomène relativement récent. L'inscription dans la durée de cette immigration aura assurément beaucoup à nous apprendre.

Bibliographie

BOLTANSKI Luc, THÉVENOT Laurent, 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard éd. NRF Essais, 483p.

CASTRO CAYCEDO Germán, 1989, *El hueco*, éd. Planeta, Bogotá, 314p.

CORDEIRO Albano, 1989, « Le paradoxe de l'immigration portugaise », *Hommes&Migrations*, vol.1123, pp.25-32.

CUCHE Denys, 2001, *La notion de culture dans les sciences sociales*, Paris, la Découverte, coll. « Repères », 123p.

DE SUREMAIN Marie-Dominique, 2001, « Crise de la paternité et violences urbaines en Colombie », *Cahiers du Genre*, L'Harmattan, n°30, pp.53-77.

DUBET François, 1994, *Sociologie de l'expérience*, Paris, éd. du Seuil, 277p.

GOFFMAN Erving, 1956, « The Nature of Deference and Demeanor », *American Anthropologist*, n°58, p.479.

GROS Christian, LULLE Thierry, 1996, « Secteur informel et précarité à Bogota : de l'ensemble du marché du travail au cas du secteur du bâtiment », in BLANQUER Jean-Michel, GROS Christian (coord), *La Colombie, à l'aube du troisième millénaire*, Paris, éd. de l'IHEAL, CREDAL, 438p.

GUARNIZO Luis Eduardo and DIAZ Luz Marina, mars 1999, «Transnational migration: a view from Colombia», *Ethnic and Racial Studies*, vol.22, n°2, pp.397-421.

GUTIÉRREZ DE PINEDA Virginia, 1975, *Familia y cultura en Colombia*, Bogotá, Biblioteca basica colombiana, 528p.

HOFMANN Amparo, ESCALA Zuleyman, 1999, « The colombian community in Metropolitan New York », *Migrationworld Magazine*, vol.XXVII, n°4, NY, pp.13-17.

MURILLO CASTAÑO Gabriel, 1984, « Effets de l'émigration et du retour des émigrés sur les pays d'origine : le cas de la Colombie », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, éd. UNESCO, vol.36, n°3, pp.481-496.

OSO CASAS Laura, CATARINO Christine, juillet-août 1997, « Les effets de la migration sur le statut des femmes. Le cas des Dominicaines et des Marocaines à Madrid et des Cap-Verdiennes à Lisbonne », *Migrations Société*, vol.9, n°52, pp.115-130.

PÉCAUT Daniel, 1996, « Présent, passé, futur de la violence », in BLANQUER Jean-Michel, GROS Christian (coord), *La Colombie, à l'aube du troisième millénaire*, Paris, éd. de l'IHEAL, CREDAL, pp.17-63.

PELLEGRINO Adela, 1989, « Les personnes en situation irrégulière dans l'immigration colombienne au Venezuela » in APPLEYARD Reginald (dir), *L'incidence des migrations internationales sur les pays en développement*, OCDE, pp.345-369.

ROLLINS Judith, septembre 1990, « Entre femmes. Les domestiques et leurs patronnes », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°84, pp.63-77.

SAYAD Abdelmalek, 1999, *La double absence Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil coll. Liber, 437p.

SEGALEN Martine, 1998, *Rites et rituels contemporains*, Paris, Nathan, coll.128, 127p.

SEGALEN Martine, 2000, *Sociologie de la famille*, Paris, Armand Colin, coll. « U » série Sociologie, 5^{ème} éd., 293p.